

LA PERCÉE POLONAISE...

Sur un fond de vacances maussades, marqué en France par un taux d'inflation avoisinant 15%, la morgue insolente de M. Barre et la hargne xénophobe de petits exploitants pêcheurs ou agricoles, la grande bataille des ouvriers polonais a retenti comme un chant victorieux.

Pendant deux mois, 300.000 travailleurs se sont battus contre la bureaucratie polonaise avec une conscience de classe, une lucidité et un courage que n'ont pas entamé 35 ans de stalinisme.

Par le moyen traditionnel des comités de grève élus, les travailleurs polonais se sont fixés comme principal objectif, la création de syndicats *"indépendants du Parti et de l'Etat"* qui conditionne l'amélioration de leur situation matérielle.

Avec une détermination exemplaire, ils repoussaient le 24 août, la manoeuvre de diversion du Gouvernement qui, après avoir arrêté les militants du K.O.R., proposait de nouvelles élections au sein des syndicats officiels.

Malgré l'intervention de l'Eglise qui en accord avec les autorités organise des messes dans les entreprises de Gdansk et Gdynia, malgré le message de l'épiscopat polonais: *"La poursuite des arrêts de travail, éventuellement l'explosion d'émeutes seraient contraires au bien social"*, les grèves se poursuivent et s'étendent.

En France, le P.C. par la voix de Fiterman, la direction de la C.G.T. par celle de Séguy, approuvent le discours de Gierek qui après avoir fait état de concessions aux grévistes dénonce *"l'aspect dangereux"* d'agissements *"anti-socialistes et anarchistes"*.

Néanmoins les dirigeants polonais sont obligés de reculer. Le 26 août, les négociations reprennent entre la délégation du gouvernement conduite par Jagielski et les délégués du Comité de grève inter-entreprises de Gdansk. Jagielski reconnaît le droit de grève et accepte la création de nouveaux syndicats, mais à partir des syndicats officiels d'Etat. Les grévistes refusent: ils veulent construire leurs syndicats à partir des comités de grève. De nouvelles usines à Wroclaw, Cracowie... s'engagent dans l'action.

C'est ce soir-là, qu'après s'être entretenu avec Gierek, le cardinal Wyszynski intervient pendant 35 mn sur les écrans de la télévision officielle: *"Bien que l'homme ait droit au repos et bien qu'il ait le droit, quand il n'y a pas d'autre moyen de souligner l'importance de l'être humain, fût-ce en s'abstenant de travailler, sans le travail, il n'y a pas de bien-être... Nous savons que c'est un argument (s'abstenir de travailler) très coûteux, si coûteux que son prix (...) pèse sur toute l'économie, ce qui porte atteinte à la vie de la nation et de l'être humain. J'estime que parfois, il ne faut pas exiger trop, pourvu qu'il y ait de l'ordre en Pologne, d'autant plus que les revendications, si elles sont justes, et en général, elles le sont, ne peuvent jamais être satisfaites sur le champ. Mieux nous travaillons et plus le soutien et l'aide de notre vierge sera fort"*.

Un message adressé le jour même à l'Episcopat polonais par Jean-Paul II, qui ne recule devant aucune démagogie ouvriériste *"pourvu que l'ordre règne en Pologne"* et ailleurs, soulignait le plein accord du pape avec la démarche du primat.

Cet appel pressant de l'Eglise à la reprise du travail devait rester sans effet, de même que les dénonciations par l'agence Tass de *"l'activité subversive des éléments anti-socialistes en Pologne"*. Après une nouvelle extension des grèves dans toute la Pologne et la reprise des négociations, le comité de grève de Gdansk annonce, le 29 août, qu'un accord est intervenu avec le gouvernement, stipulant: *"Le comité de grève se transforme en Comité inter-entreprises pour la création de nouveaux syndicats, autogérés de la même manière que les comités de grève existants"*.

Des accords identiques étaient signés dans la plupart des grandes villes. La presse en a publié certains, comme ceux de Szczecin, qui font apparaître des avantages importants. En arrachant avec tant d'obstination la création des nouveaux syndicats à partir des comités de grève, les ouvriers polonais se promettent de garder ces acquis et d'obtenir d'autres améliorations matérielles.

Il s'agit néanmoins d'accords, pas d'une révolution. Comme tout accord le document de Gdansk et les autres représentent un compromis. Compte-tenu des événements qui ensanglantaient la Pologne il y a seulement dix ans, compte-tenu de la proximité très concrète des chars russes, de tout le poids de la bureaucratie stalinienne dont l'accord avec la hiérarchie catholique apparaît crûment, compte-tenu des frontières marchandées à Yalta entre impérialistes, les ouvriers polonais n'ont pu éviter de signer la clause selon laquelle: "*Ils ne mettent pas en cause le rôle dirigeant du parti, respectent la constitution et les alliances de la Pologne*".

Il est également difficile de s'illusionner sur les possibilités d'existence de syndicats indépendants dans un régime où un parti unique a droit de cité, où les opposants sont périodiquement emprisonnés et où la fraction stalinienne évolue sans concurrence à l'intérieur des syndicats.

Orfèvre en matière d'indépendance syndicale G. Séguéy ne veut voir dans les accords qu'un réajustement donnant "*aux syndicats polonais des moyens supérieurs de participation*". Bien que les accords ne contiennent rien de tel, il est vraisemblable que le pouvoir s'efforcera de neutraliser les nouveaux syndicats dans les voies de la participation, avec le concours des militants catholiques dans le cadre d'un compromis historique à la polonaise. L'audience du cardinal Wyszinski à Lech Walesa et son invitation par le pape signalent le début de cette offensive.

Quoi qu'il en soit, il restera qu'un événement sans précédent s'est produit en Pologne: la bureaucratie stalinienne représentant l'Etat a signé contrat avec les délégués du comité de grève représentant la classe ouvrière. Cela signifie que le Parti ne représente pas la classe ouvrière, et que l'Etat, y compris l'Etat-ouvrier, n'est pas l'émanation de la classe ouvrière. Autant de mythes qui volent en éclats.

Quelles que soient les hypothèques qui pèsent sur eux, il restera aussi que les nouveaux syndicats, dont on ignore encore s'ils pourront se confédérer, garderont la marque de leur naissance. Ils ne seront pas nés d'un décret d'Etat comme les précédents syndicats polonais, ni même d'une décision hiérarchique comme la C.F.D.T. en France; ils sont nés de la volonté des travailleurs en grève, face au Parti, face à l'Etat.

C'est en ce sens que les ouvriers polonais, dans les conditions qui leur sont propres, ont effectué une percée sur le front des luttes de la classe ouvrière internationale. Tous les jours de ce combat permanent ne sont pas aussi glorieux; ils n'en sont pas moins importants. Souhaitons que demain nos camarades polonais, après avoir fait trembler la bureaucratie stalinienne, alarmé le Vatican et les chefs d'Etats, puissent reprendre "*impassibles*", comme disait Pelloutier, "*la besogne syndicale, obscure mais féconde*".

Confiants dans le prolétariat polonais, l'*Union des anarcho-syndicalistes* lui adresse son salut fraternel.

Serge MAHE.
